Bonjour,

Voici trois petits textes humoristiques de fiction sur le thème de « Picsou » introduisant de manière simple les enjeux et dangers du revenu de base (et de la monétarisation de tout, dérive capitaliste globale dans laquelle s'inscrit le RdB).

Texte 1

Le revenu de base de ... Picsou

Depuis 1542 et le retour, grâce notamment à Charles Dumoulin, de la mode de l'usure (dont les Romains avaient pourtant appris à se méfier après en avoir fait les frais), Picsou avait pris l'habitude de s'enrichir en prêtant ses deniers, contre bénéfice sonnant, à moins riche que lui. En 1542 toujours avait aussi été décidé de réunir le Concile de Trente (reporté pour agenda politique), lequel condamna fermement cette escroquerie. Mais Picsou ne se sentit en rien concerné par ce Concile religieux et, en développant son réseau bancaire de prêt, il réussit à monopoliser (comme au jeu de Monopoly) progressivement le flux monétaire déversé au fil des siècle.

Durant la seconde moitié du 20ème siècle, le boom de la société de consommation permit à la classe moyenne gonflée par un prolétariat nouvellement embourgeoisé de participer massivement à ce petit jeu et surtout à Picsou d'amasser des sommes colossales, gains dont le moteur était ainsi le crédit à la consommation et à l'entreprenariat.

Mais à la fin, cette source se tarit.

L'avenir du crédit à la consommation s'assombrissait même avec l'ombre de la cybernétisation, destructrice annoncée du prolétariat et de la consommation de masse.

Morosité consumériste, spirale négative du crédit par disparition du salaire garanti, tristesse capitaliste. L'heure était grave. C'est alors qu'une idée vint rendre le sourire à notre brave Picsou.

Si la disparition du salaire sous CDI garanti par l'employeur venait ruiner la machinerie du crédit à la consommation ... pourquoi ne pas alors le remplacer par une allocation inconditionnelle à vie garantie par l'Etat ? Abracadabra ! La mode du revenu de base (une vieille utopie oubliée) était née.

Il suffisait désormais de faire légaliser cet artifice capitaliste par l'Etat, garant à vie de ce nouveau revenu providentiel, pour relancer le crédit à la consommation et remplir à nouveau les poches de Picsou.

Picsou décida alors de se lancer dans une vaste propagande en faveur du revenu de base afin de sauver le système bancaire ... mais son conseiller en stratégie le stoppa net : non Picsou, l'Etat et les citoyens vont vite flairer l'entourloupe ; s'il devient trop évident que cette astuce t'enrichit, on devinera alors trop facilement qui va y perdre.

Picsou opta alors pour la discrétion et la fondation de faux mouvements citoyens, contrôlés en coulisses par ses sbires, lesquels allaient organiser une propagande tout azimut du revenu de base en le présentant fallacieusement comme la panacée citoyenne à la perte de pouvoir d'achat suite à la cybernétisation. La propagande devait même exagérer l'urgence et les dangers de cette cybernétisation pour forcer les citoyens à foncer tête baissée dans ce piège du revenu de base : le bâton et la carotte.

Voilà pourquoi, alors que le revenu de base constitue une inespérée bouée de sauvetage de la machine du crédit et par conséquent du système bancaire contemporain engouffré dans une morbide spirale négative, vous ne verrez étonnamment aucune publicité officielle de cette idéologie du revenu de base de la part des lobbies bancaires de Picsou. Les loups de la finance se sont en réalité déguisés en mouvements citoyens pour montrer patte blanche et mieux berner le peuple.

Reste alors à l'investigation citoyenne à creuser un peu le vernis de ces divers mouvements prétendus citoyens pour deviner lesquels cachent en réalité une stratégie capitaliste d'instrumentalisation de cet outil monétaire du revenu de base. Et lorsque vous trouverez, curieusement égaré dans les coulisses de l'un ou l'autre de ces mouvements, un sbire notoire du système bancaire (transatlantique principalement, comme les affaires de ce cher Picsou), il sera alors fort probable qu'il ne s'agisse point là d'un hasard ... mon cher Lazard!

Texte 2

La réforme du droit de Picsou et l'utopie capitaliste

Au pays de Picsou, le droit a été remplacé par le droit commercial.

Tous les droit citoyens relatifs à la dignité de l'existence sont concentrés dans l'unique droit monétarisé du revenu de base, lequel est supposé garantir à lui seul au citoyen l'accès à tous les autres droits, lesquels ont disparu de la législation (sous prétexte de lourdeur administrative coûteuse donc évidemment anti-citoyenne).

L'ensemble du droit est constitué d'articles de droit commercial.

La seule fonction étatique se résume désormais à celle de tiroir-caisse et les derniers fonctionnaires sont des chasseurs de prime traquant les infractions au code commercial pour alimenter les caisses de l'Etat, ces infractions pénalisées en amendes étant devenues les seules ressources administratives.

Toute ponction étatique sur une activité économique quelconque (production/consommation) serait perçue par le citoyen comme un frein à l'économie donc une aberration philosophique et éthique, la philosophie se résumant dorénavant à de strictes considérations économiques. La TVA, l'impôt, etc. ont été abolis.

Les délits de droit commun ont complètement disparu sauf si une conséquence négative sur le commerce peut être juridiquement démontrée.

Le seul délit (ou infraction) d'un tueur à gage consisterait à ne pas respecter le contrat de son commanditaire et serait jugé en conséquence par un tribunal du commerce.

Les délinquants insolvables sont emprisonnés huit heures par jour pour fabriquer la monnaie ou encoder dans les banques à titre de travail d'utilité collective.

La vie humaine d'un consommateur ... euh, pardon, d'un « citoyen » a maintenant une valeur comptable calculable représentant le seuil de son solde consumériste futur : le montant du revenu de base multiplié par son espérance de vie. Par exemple, pour un jeune de 20 ans (espérance de vie de 60 ans) et un revenu de base annuel de 6 000 deniers (12 x 500 deniers), le seuil du solde consumériste vaut 360 000 deniers.

Un criminel jugé pour meurtre d'un consommateur ... euh, d'un citoyen de 20 ans encourt donc une amende de 360 000 deniers à payer aux caisses de l'Etat.

Pour le meurtre d'un ... citoyen de 50 ans l'amende est diminuée de moitié donc 180 000 deniers.

Les lobbies bancaires gèrent les campagnes politiques et ont ainsi établi une société capitaliste radicale et définitive.

L'armée et les forces de l'ordre sont privatisées et répondent aux seuls critères de rentabilité économique.

L'écologie se résume à de la comptabilité du « capital nature » sur le long terme.

La dernière lutte altermondialiste se concentre chez les lobbies défenseurs de la dignité animale, lesquels militent pour la légalisation d'un revenu de base pour les chiens, les chats et les chevaux ... dans un premier temps.

Dans ce monde utopique, aucun citoyen n'aurait l'idée de remettre en cause la validité philosophique du principe du revenu de base, lequel leur a historiquement ouvert l'accès à ce monde idyllique et à ce grand pas dans l'évolution de la vie sur Terre.

Texte 3

Une utopie en chasse une autre ...

Au pays de Picsou, le principal mouvement novateur milite pour une diminution drastique du revenu de base. Il s'agit du MDRB, mouvement pour la diminution du revenu de base.

Un autre parti plus radical, le MSRB (pour la suppression du rdb) fait moins le buzz ; ses détracteurs lui reprochent de risquer de saper idéologiquement l'endoctrinement capitaliste citoyen qui assimile dès la naissance le droit à la vie au droit de percevoir un pouvoir monétaire de consommer. Cette dérive risquerait de faire naître dans la culture des générations futures l'idée selon laquelle il existerait théoriquement des droits citoyens autres que ceux de produire et de consommer ... blasphème anticapitaliste punissable d'ailleurs par la loi.

Le mouvement principal d'opposition à la mode, le MDRB fonde son idéologie sur de savants calculs résultant d'une étude financée par le géant Noodle et Boldman Sachs, la banque ayant abandonné Unter (le successeur d'Uber) à ses déboires financiers, ce cheval de Troie ultralibéral ayant rempli son rôle historique de destruction définitive de la législation anticapitaliste du travail, vestige obsolète de l'ère pré-cybernétique.

Cette étude hautement fiable (selon l'argument scientifique incontournable des sommes investies) montre qu'une nette diminution du revenu de base de 500 à 50 deniers mensuels permettrait un gain de 0,5 % de PIB, lequel plafonne à zéro depuis que le bilan écolo-comptable a été stabilisé grâce surtout à la validation capitaliste des catastrophes naturelles et non-naturelles dans le « cinéma catastrophe », genre dominant de la néo-culture.

Les vieux vingt-huitards (les papis ayant participé à la célèbre « révolution du revenu de base » de 2028 ... suite à leurs échecs électoraux répétés) s'insurgent contre une telle mesure qui porterait gravement atteinte, selon eux, à la dignité humaine et ne donnerait plus accès à un pouvoir d'achat suffisant pour permettre la survie biologique élémentaire de chaque citoyen.

Les jeunes adeptes du MDRB, frais émoulus pour la plupart des écoles de commerce (les autres facultés d'enseignement se concentrant sur les études cybernétiques ou cinématographiques) taxent ces croyances des vingt-huitards de superstitions idéologiques réactionnaires, la dignité humaine étant désormais calculée annuellement par l'office international de contrôle des valeurs (organisme privé grassement financé par la Banque BS donc indubitablement infaillible) et n'ayant légalement aucune valeur autre que comptable.

Les pertes financières consécutives des décès de ces citoyens marginaux (le sous-consommatoriat) sont évidemment intégrées dans les calculs et compensées notamment elles aussi par les gains de l'industrie des documentaires catastrophes.

Enfin, le MDRB se partage en deux tendances majeures, les électoralistes et les révolutionnaires, ces derniers, impatients d'imposer leur idéologie par voie démocratique, projettent d'arriver à leurs fins en imitant la vieille génération des vingthuitards.

On n'arrête pas le progrès!

Cordialement, pascal